

---

---

**PREFECTURE  
DE LA HAUTE-SAONE**

**Préfecture du Doubs**  
Service interministériel régional  
des affaires civiles et économiques  
de Défense et de Protection Civile

**Préfecture de la Côte d'Or**  
Service interministériel régional  
des affaires civiles et économiques  
de Défense et de Protection Civile

**Préfecture de la Haute-Saône**  
Service interministériel  
de Défense et de Protection Civile

**Préfecture du Jura**  
Service interministériel  
des affaires civiles et économiques  
de Défense et de Protection Civile

**ARRETE INTERPREFECTORAL SDC/SIDPC/R N° 149 du 13 Novembre 1997**  
**prescrivant la mise en révision des**  
**Plans de Prévention des Risques naturels prévisibles**  
**de la rivière "l'Ognon"**

---

**LE PREFET DE LA REGION DE FRANCHE-COMTE,**  
**PREFET DU DOUBS**

**LE PREFET DE LA REGION BOURGOGNE**  
**PREFET DE LA COTE D'OR**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**LE PREFET DU JURA**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**LE PREFET DE LA HAUTE-SAONE**  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU la loi n°87-565 du 22 Juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs, modifiée par la loi n°95-101 du 2 Février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement ;
- VU les décrets des 28 Janvier 1955, 23 Octobre 1958 et 12 Février 1965 portant approbation des plans des surfaces submersibles de la vallée de la rivière "l'Ognon" sur les deux rives, entre sa source et son confluent avec la "Saône" (départements de la Haute-Saône, du Doubs, du Jura et de la Côte d'Or) ;

VU le décret n°95-1089 du 5 Octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

VU la lettre de M. le Préfet de la Région de Franche-Comté, Préfet du Doubs, en date du 24 Juillet 1997 désignant le Préfet de la Haute-Saône en qualité de Préfet coordonnateur ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Saône ;

## **ARRETENT**

### **Article 1er :**

La révision des Plans de Surfaces Submersibles (PSS) de la rivière "l'Ognon", approuvés par décrets de 1955, 1958 et 1965, valant Plans de Prévention des Risques naturels prévisibles (PPR), est prescrite.

### **Article 2. :**

Le plan de prévention des risques naturels prévisibles concerne l'ensemble des communes riveraines de la rivière "Ognon" sur les deux rives, entre sa source et son confluent avec la "Saône", sur le territoire des départements de la Haute-Saône, du Doubs, du Jura et de la Côte d'Or.

### **Article 3. :**

La Direction départementale de l'Equipement de la Haute-Saône est chargée de l'instruction du projet de révision du plan de prévention des risques naturels prévisibles sur l'ensemble de la vallée de la rivière "l'Ognon".

### **Article 4. :**

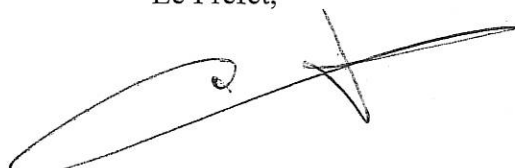
MM. les Secrétaires Généraux des Préfectures et MM. les Directeurs départementaux de l'Equipement de la Haute-Saône, du Doubs, de la Côte d'Or et du Jura, sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié aux Recueils des Actes administratifs de chacune des Préfectures, et dont ampliation sera adressée à :

- Messieurs les Préfets du Doubs, de la Côte d'Or et du Jura,
- Monsieur le Sous-Préfet de l'Arrondissement de Lure,
- Madame le Sous-Préfet de l'Arrondissement de Dole,
- Messieurs les Directeurs départementaux de l'Equipement de la Haute-Saône, du Doubs, de la Côte d'Or et du Jura,
- Messieurs les Directeurs départementaux de l'Agriculture et de la Forêt de la Haute-Saône, du Doubs, de la Côte d'Or et du Jura,

- Messieurs les Directeurs régionaux de l'Environnement des départements du Doubs et de la Côte d'Or,
- Monsieur le Délégué aux Risques Majeurs,
- Mesdames et Messieurs les Maires des communes visées à l'article 2.

Fait à Besançon, le  
Le Préfet,

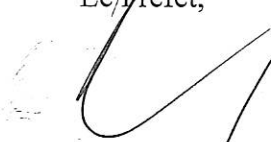
31 OCT. 1997



Daniel CONSTANTIN

Fait à Dijon, le  
Le Préfet,

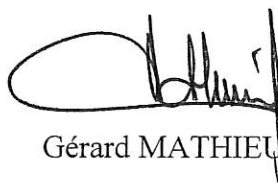
20 OCT. 1997



Pierre STEINMETZ

Fait à Vesoul, le  
Pour le Préfet absent,  
Le Secrétaire Général

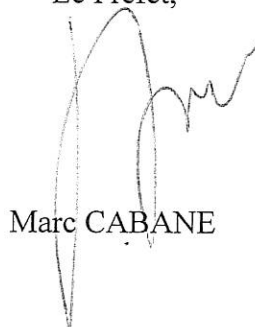
18 SEP. 1997



Gérard MATHIEU

Fait à Lons-le-Saunier, le  
Le Préfet,

29 SEP. 1997



Marc CABANE



PRÉFET DU DOUBS  
PRÉFET DE LA CÔTE D'OR  
PRÉFET DE HAUTE-SAÛNE  
PRÉFET DU JURA

ARRÊTÉ N° 2012.198-0003 du 24 octobre 2012  
portant modification de l'arrêté interpréfectoral N°149 du 13 novembre 1997 prescrivant la mise en  
révision des plans de prévention des risques naturels prévisibles de la rivière Ognon

Le Préfet de la Région Franche-Comté  
Préfet du Doubs  
Le Préfet de la Région Bourgogne  
Préfet de la Côte d'Or  
Le Préfet de la Haute-Saône  
Le Préfet du Jura

Vu le code de l'Environnement, notamment les articles L562-1 à L562-7 et les articles R562-1 à R562-10-2 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 ;

Vu la circulaire du ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables du 3 juillet 2007 relative à la consultation des acteurs, la concertation avec la population et l'association des collectivités territoriales dans les plans de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ;

Vu l'arrêté interpréfectoral N°149 du 13 novembre 1997 prescrivant l'établissement de plans de prévention des risques naturels prévisibles sur la rivière Ognon ;

Considérant que les études du Plan de Prévention des risques d'Inondation (PPRi) sur la moyenne vallée de l'Ognon seront pilotées par la Direction Départementale des Territoires (DDT) du Doubs ;

Considérant l'inondabilité potentielle de certaines communes non riveraines de l'Ognon et la nécessité de les associer à la concertation ;

Sur proposition de madame et monsieur les directeurs départementaux des territoires du Doubs et de la Haute-Saône ;

## ARRÊTENT

### Article 1 :

L'article 3 de l'arrêté interpréfectoral du 13 novembre 1997 susvisé est complété comme suit :

A noter cependant que sur le secteur de la moyenne vallée (de Jallerange dans le Doubs et Marnay en Haute-Saône, jusqu'à Les Aynans en Haute-Saône), l'élaboration du projet de plan de prévention des risques d'inondation incombe à la direction départementale des territoires du Doubs.

Le préfet du Doubs est désigné comme préfet coordonnateur, chargé de conduire la procédure sur ce secteur qui comprend les communes de :

° département du Doubs :

AVILLEY, BLARIANS, BONNAL, BONNAY, BURGILLE, CENDREY, CHATILLON-LE-DUC, CHEVIGNEY-SUR-LOGNON, CHEVROZ, COURCHAPON, CUSSEY-SUR-LOGNON, DEVECEY, EMAGNY, FLAGEY-RIGNEY, GENEUILLE, GERMONDANS, JALLERANGE, MEREY-VIEILLEY, MONCEY, MONCLEY, MONTAGNEY-SERVIGNEY, OLLANS, PALISE, RECOLOGNE, RIGNEY, ROUGEMONT, RUFFEY-LE-CHATEAU, SAUVAGNEY, THUREY-LE-MONT, TRESSANDANS, VALLEROY, VENISE, VIEILLEY.

° département de Haute-Saône :

AILLEVANS, ARPENANS, AULX-LES-CROMARY, AUTRAY-LE-VAY, LES AYNANS, LA BARRE, BEAUMOTTE-AUBERTIANS, BEAUMOTTE-LES-PIN, BESNANS, BOUHANS-LES-MONTBOZON, BOULOT, BRUSSEY, BUSSIÈRES, BUTHIERS, CENANS, CHAMBORNAY-LES-BELLEVAUX, CHAMBORNAY-LES-PIN, CHASSEY-LES-MONTBOZON, CIREY, CROMARY, ESPRELS, ETUZ, LARIANS-ET-MUNANS, LONGEVELLE, LOULANS-VERCHAMP, LES MAGNY, MARNAY, MAUSSANS, MOIMAY, MONTBOZON, PERROUSE, PIN, PONT-SUR-LOGNON, SAINT-SULPICE, SORANS-LES-BREUREY, THIEFFRANS, THIENANS, VANDELANS, VILLERSEXEL, VORAY-SUR-LOGNON, VREGILLE.

Sur ce secteur de la moyenne vallée, l'association des collectivités dans le cadre de l'élaboration du projet de PPRI comportera notamment :

- ° des réunions associant toutes les communes et collectivités compétentes en matière d'urbanisme concernées, à chaque étape d'élaboration du PPR (restitution de l'aléa, étude des enjeux, présentation du zonage réglementaire et du règlement),
- ° le cas échéant, des visites sur le terrain dans le cadre des études d'aléas.

Sur ce même secteur, la concertation avec la population relative à l'élaboration du projet de PPRI comportera notamment :

- ° au moins une réunion publique par département,
- ° la mise en ligne du projet de PPRI, avant l'enquête publique, sur les sites internet des directions départementales des territoires du Doubs et de Haute-Saône.



## Article 2 :

Le présent arrêté sera notifié aux maires des communes listées à l'article 1, aux présidents des collectivités territoriales ainsi qu'aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme. Il sera affiché dans les mairies concernées et au siège de ces établissements publics pendant une durée d'un mois.

Le présent arrêté sera publié aux recueils des actes administratifs de l'État dans les départements du Doubs et de la Haute-Saône et mentionné dans un journal diffusé dans ces départements.

## Article 3 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès des préfets du Doubs, de la Côte d'Or, de la Haute-Saône et du Jura ou d'un recours contentieux devant les tribunaux administratifs compétents dans un délai de deux mois suivant sa notification ou sa publication.

Conformément à l'article 1635 bis Q du code général des impôts, créé par la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 et au décret n° 2011-1202 du 28 septembre 2011, **une contribution pour l'aide juridique de 35€** est exigible lors de l'introduction de tout recours devant le tribunal administratif, sous peine d'irrecevabilité de ce recours non susceptible d'ultérieurement régularisée. Vous justifierez de l'acquittement de cette contribution par l'apposition de timbres mobiles sur votre requête ou par la remise d'un justificatif lorsque la contribution a été acquittée par la voie électronique.

## Article 4 :

Messieurs les secrétaires généraux des préfectures du Doubs et de la Haute-Saône, madame et monsieur les directeurs départementaux des territoires du Doubs et de la Haute-Saône, mesdames et messieurs les maires des communes listées à l'article 1, messieurs les présidents des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet du Doubs



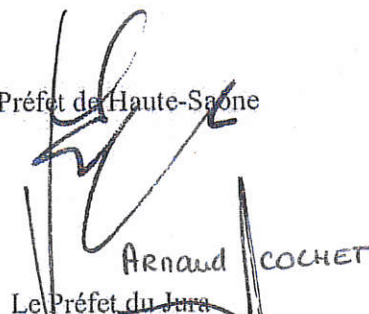
Christian DECHARRIERE

Le Préfet de Côte d'Or



Pascal MAILHOS

Le Préfet de Haute-Saône



Arnaud COCHET

Le Préfet du Jura



Francis VUIBERT

PRÉFET DE LA HAUTE-SAÔNE

Direction départementale  
des territoires

Service Environnement  
et Risques

Cellule Eau

ARRETE DDT 2015 n° 2015026-0001

du 26 JAN. 2015

**portant approbation du plan de prévention du risque  
d'inondation (PPRi) par débordement de la rivière « l'Ognon »  
de part et d'autre de la ville de Lure, concernant les communes  
de Lure, Roye, Magny-Vernois, Vouhenans et Vy-lès-Lure.**

**LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAONE,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

**VU** le code de l'Environnement et notamment ses articles L 562-1 et suivants et R 562-1 et suivants relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles, ainsi que les articles L 123-1 et suivants et R 123-1 et suivants définissant et organisant la procédure des enquêtes publiques relatives aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement

**VU** le code de l'Urbanisme

**VU** le plan de surfaces submersibles (PSS) couvrant l'amont de la vallée de l'Ognon, approuvé par décret du 23 octobre 1958

**VU** l'arrêté interpréfectoral du 13 novembre 1997 prescrivant la mise en révision du PSS afin de lui substituer un plan de prévention des risques d'inondation

**VU** le rapport de la directrice départementale des territoires de la Haute-Saône, daté du 09 septembre 2014, dressant la synthèse des opérations d'association des collectivités et de concertation de la population et la synthèse de la consultation réglementaire menée en application de l'article R 562-7 du code de l'Environnement et notamment les avis des services et des conseils municipaux des collectivités concernées, la délibération du conseil municipal de Roye en date du 16 avril 2014 et la délibération du conseil municipal de Lure en date du 25 avril 2014

**VU** l'arrêté préfectoral 2014-253-0001 du 10 septembre 2014 portant ouverture de l'enquête publique relative au plan de prévention des risques d'inondation (PPRi) par débordement de la rivière « l'Ognon » de part et d'autre de la ville de Lure

**VU** les résultats de l'enquête publique, les avis des maires des communes concernées, recueillis conformément à l'article L 562-3 du code de l'Environnement

VU le rapport de la directrice départementale des territoires de la Haute-Saône, daté du 08 décembre 2014, apportant des réponses aux questions formulées par le Commissaire Enquêteur et indiquant les modifications mineures proposées à apporter au dossier

VU l'avis favorable sans réserve du commissaire enquêteur, assorti de trois recommandations, formulé dans son rapport du 15 décembre 2014

VU les modifications mineures apportées à la note de présentation, au règlement, aux plans du zonage réglementaire et aux plans des zones urbanisées et des enjeux pour, d'une part, tenir compte des remarques formulées lors de la consultation réglementaire menée en application de l'article R 562-7 du code de l'Environnement et, d'autre part, pour tenir compte des remarques et observations recevables, recueillies lors de l'enquête publique

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Saône

## **A R R Ê T E**

### **Article 1 :**

Le plan de prévention du risque d'inondation (PPRi) par débordement de la rivière « l'Ognon » de part et d'autre de la ville de Lure est approuvé, tel qu'il est annexé au présent arrêté, sur les territoires des communes de Lure, Roye, Magny-Vernois, Vouhenans et Vy-lès-Lure.

### **Article 2 :**

Le plan de prévention du risque d'inondation (PPRi) par débordement de la rivière « l'Ognon » de part et d'autre de la ville de Lure est composé :

- d'une note de présentation
- d'un règlement
- des plans du zonage réglementaire (pour une crue centennale)

Les documents suivants sont également annexés à titre informatif, pour assurer une bonne compréhension du document :

- les plans des aléas
- les plans des zones urbanisées et des enjeux

### **Article 3 :**

Le plan de prévention du risque d'inondation (PPRi) par débordement de la rivière « l'Ognon » de part et d'autre de la ville de Lure, approuvé, vaut servitude d'utilité publique. En application de l'article L 126-1 du code de l'Urbanisme, il devra être annexé aux documents d'urbanisme des communes concernées dans un délai de trois mois à compter de son approbation.



#### **Article 4 :**

Le présent arrêté, auquel sera joint le plan de prévention du risque d'inondation (PPRi) par débordement de la rivière « l'Ognon » de part et d'autre de la ville de Lure, approuvé, sera notifié aux maires des communes de Lure, Roye, Magny-Vernois, Vouhenans et Vy-lès-Lure et au président de la communauté de communes du Pays de Lure. Une copie du présent arrêté sera affichée, pendant une durée minimum d'un mois, dans chacune des mairies des communes susvisées et au siège de la communauté de communes précitée.

L'accomplissement de cette formalité devra être justifiée par les maires des communes concernées et par le président de la communauté de communes précitée.

#### **Article 5 :**

Le plan de prévention du risque d'inondation (PPRi) par débordement de la rivière « l'Ognon » de part et d'autre de la ville de Lure, approuvé, est tenu à la disposition du public aux heures et jours d'ouverture habituels :

- dans les mairies des communes de Lure, Roye, Magny-Vernois, Vouhenans et Vy-lès-Lure.
- au siège de la communauté de communes du Pays de Lure
- à la sous-préfecture de Lure
- à la préfecture de la Haute-Saône (service interministériel de défense et de protection civile)
- à la direction départementale des territoires de la Haute-Saône (service environnement et risques - cellule crise risques et déchets)

#### **Article 6:**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et mention en sera faite dans un journal diffusé dans le département qui précisera également les dispositions de l'article 5.

#### **Article 7 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Haute-Saône ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon dans un délai de deux mois suivant sa notification ou sa publication.

#### **Article 8 :**

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Saône, le sous-préfet de Lure, la directrice départementale des territoires de la Haute-Saône, les maires des communes de Lure, Roye, Magny-Vernois, Vouhenans et Vy-lès-Lure, le président de la communauté de communes du Pays de Lure, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée également à :

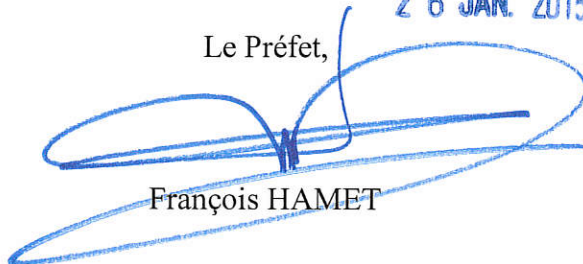
- Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement
- Madame la directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations
- Monsieur le directeur de l'office national des forêts
- Monsieur le directeur de l'institut national de l'origine et de la qualité
- Monsieur le directeur du centre national de la propriété forestière (antenne de Franche-Comté)
- Madame la Présidente du conseil Régional de Franche-Comté

- Monsieur le Président du conseil Général de la Haute-Saône
- Monsieur le Président de la chambre d'agriculture de la Haute-Saône
- Monsieur le Président de la chambre de commerce et d'industrie
- Monsieur le Président du syndicat intercommunal d'aménagement de la haute vallée de l'Ognon
- Monsieur le Chef du SIDPC de la préfecture de la Haute-Saône.

Fait à Vesoul, le

26 JAN. 2015

Le Préfet,



François HAMET